

Recrutement d'agents techniques de bureau dactylocodeurs à l'office national interprofessionnel des céréales.

Par arrêté du ministre de l'agriculture et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) en date du 7 mars 1975, est autorisé au cours de l'année 1975 le recrutement de six agents techniques de bureau dactylocodeurs à l'office national interprofessionnel des céréales.

Ce recrutement sera effectué comme il est indiqué ci-après :

1° Trois emplois seront pourvus par la voie d'un examen professionnel d'aptitude ;

2° Trois emplois pourront être pourvus en application des législations sur les emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux travailleurs handicapés.

Les emplois qui n'auront pas été attribués à des bénéficiaires des législations sur les emplois réservés s'ajouteront, conformément aux dispositions de l'article L. 421 du code des pensions militaires d'invalidité, aux emplois à pourvoir par la voie de l'examen professionnel.

La date des épreuves et les modalités d'organisation de l'examen professionnel seront fixées par arrêté du ministre de l'agriculture.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats devront s'adresser au ministère de l'agriculture à l'office national interprofessionnel des céréales (S. A. F. 3), 21, avenue Bosquet, 75007 Paris.

Conseil d'administration du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.

Par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 4 mars 1975, M. Serieys (Raoul) est nommé membre titulaire du conseil d'administration du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles en qualité de représentant de la profession agricole désigné conjointement par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture et la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Cette nomination remplace celle ayant fait l'objet de l'arrêté du 30 novembre 1973 qui est modifié en conséquence.

MINISTERE DE LA QUALITE DE LA VIE

Homologation de matériels de chantier (limitation du niveau sonore).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : M. W. M. Diter (Espagne), représenté en France par M. W. M. Diesel France, quai de Gaillon (B. P. 46), 78-Conflans-Sainte-Honorine.

Moteur : M. W. M. Diter (Diesel), type D 325-4 (1 500 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : M. W. M. Diter (Espagne), représenté en France par M. W. M. Diesel France, quai de Gaillon (B. P. 46), 78-Conflans-Sainte-Honorine.

Moteur : M. W. M. Diter (Diesel), type D 325-6 (1 500 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : M. W. M. (R. F. A.), représenté en France par M. W. M. Diesel France, quai de Gaillon (B. P. 46), 78-Conflans-Sainte-Honorine.

Moteur : M. W. M. (Diesel), type D 327-2 (2 500 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : M. W. M. (R. F. A.), représenté en France par M. W. M. Diesel France, quai de Gaillon (B. P. 46), 78-Conflans-Sainte-Honorine.

Moteur : M. W. M. (Diesel), type D 327-3 (2 400 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : M. W. M. (R. F. A.), représenté en France par M. W. M. Diesel France, quai de Gaillon (B. P. 46), 78-Conflans-Sainte-Honorine.

Moteur : M. W. M. (Diesel), type D 327-4 (2 400 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : M. W. M. (R. F. A.), représenté en France par M. W. M. Diesel France, quai de Gaillon (B. P. 46), 78-Conflans-Sainte-Honorine.

Moteur : M. W. M. (Diesel), type D 327-6 (2 400 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 13 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : Allgemeine Baumaschinen Gesellschaft (R. F. A.), représenté en France par Wibau France S. A., 29, avenue de Tunis, 94-Saint-Maur.

Désignation de l'engin : rouleau vibrant automoteur, type Puma 178, 178 A.

Moteur : Deutz (Diesel), type F 6 L 912 (2 700 tours/minute).

Par arrêté du ministre de la qualité de la vie en date du 21 février 1975, est homologué, quant à l'intensité sonore des bruits aériens émis, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1972, le matériel ci-après désigné :

Constructeur : Bomag (R. F. A.), représenté en France par la Société Maletta, Z. I. des Cochets, 91-Brétigny-sur-Orge.

Désignation de l'engin : rouleau vibrant automoteur, type BW 212.

Moteur : Deutz (Diesel), type F 6 L 912 (2 500 tours/minute).

Affectation au ministère de la qualité de la vie et remise à titre de dotation au parc national des Pyrénées occidentales d'un terrain dépendant du collège agricole dénommé Adriana, sis à Ibos (Hautes-Pyrénées).

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la qualité de la vie en date du 26 février 1975 :

Est affecté, à titre définitif, au ministre de la qualité de la vie (secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie, chargé de l'environnement) et remis à titre de dotation au parc national des Pyrénées occidentales, établissement public de l'Etat à caractère administratif, en vue de l'implantation de son siège, un terrain domanial de 5 255 mètres carrés, dépendant du collège agricole dénommé Adriana, situé à Ibos (Hautes-Pyrénées), cadastré section G, n° 611, tel au surplus que ce terrain est délimité par un liseré jaune au plan annexé.

La dotation s'étendra aux constructions qui seront édifiées sur le terrain visé à l'article 1^{er}.

L'ensemble des immeubles sera remis gratuitement à l'Etat quand prendra fin la dotation.

L'immeuble désigné ci-dessus est inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 650-205 et recensé sous la rubrique Lycées et collèges agricoles.

En ce qui concerne ledit tableau, l'immatriculation nouvelle est établie au profit du parc national des Pyrénées occidentales.

JEUNESSE ET SPORTS

Liste des diplômes dispensant de la session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation en vue de l'obtention du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu le décret n° 73-131 du 8 février 1973 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs ;

Vu le décret n° 74-605 du 25 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Pourront être dispensés de la session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation imposée pour l'obtention du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs les titulaires d'un brevet d'Etat d'éducateur sportif, quelle qu'en soit la spécialité, du brevet d'initiateur de plein air, d'une unité de valeur du cycle de formation du certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives.

Art. 2. — La dispense sera accordée sur présentation des diplômes ou des attestations à la direction départementale de la jeunesse et des sports du lieu de résidence du candidat.

Art. 3. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 février 1975.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de la jeunesse
et des activités socio-éducatives,
J.-F. DE VULPILLIÈRES.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Régies d'avances.

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre du travail,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1961 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'article L. 900-1 du code du travail portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ;

Vu les articles L. 960-1 et suivants, R. 960-1 et suivants du code du travail relatifs aux aides financières accordées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

Vu le décret n° 71-981 du 10 décembre 1971 fixant le montant et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle ;

Vu la convention conclue le 22 octobre 1969 entre l'Etat et l'association nationale pour la formation et la promotion professionnelles dans l'industrie et le commerce de la chaussure et des cuirs et peaux (Afpic), 30, avenue George-V, 75008 Paris, pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, et notamment l'article 2 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1969 ;
Vu les arrêtés des 9 et 10 décembre 1970 ;
Vu les arrêtés des 5 janvier et 26 mai 1972 ;
Vu l'arrêté du 12 septembre 1973 ;
Vu l'arrêté du 13 février 1974,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 1^{er} décembre 1969 instituant une régie d'avances auprès des centres de formation professionnelle relevant de l'Afpic sont modifiées comme suit :

Article 2.

Le montant de l'avance allouée au régisseur du centre de Strasbourg (Obermodern) est fixé à 131 370 F.

Art. 2. — Le directeur général du travail et de l'emploi au ministère du travail et le directeur de la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 mars 1975.

Le ministre du travail,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'emploi
et de la formation professionnelle,
G. RAZEL.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur de la comptabilité publique empêché :
Le sous-directeur,
GEORGES PETIT.

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre du travail,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1961 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'article L. 900-1 du code du travail portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ;

Vu les articles L. 960-1 et suivants, R. 960-1 et suivants du code du travail relatifs aux aides financières accordées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

Vu le décret n° 71-981 du 10 décembre 1971 fixant le montant et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle ;

Vu la convention conclue le 20 décembre 1972 entre l'Etat et l'association pour la promotion sociale des aveugles et autres handicapés (Apsah), centre de Puy-de-Mont, 87 - Aix-sur-Vienne, pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, et notamment l'article 2 ;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1973,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 12 septembre 1973 instituant une régie d'avances auprès du centre de formation professionnelle de Puy-de-Mont, 87 - Aix-sur-Vienne, relevant de l'Apsah sont modifiées comme suit :

Article 2.

Le montant de l'avance allouée au régisseur du centre de Puy-de-Mont, 87 - Aix-sur-Vienne, est fixé à 246 580 F.

Art. 2. — Le directeur général du travail et de l'emploi au ministère du travail et le directeur de la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 mars 1975.

Le ministre du travail,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'emploi
et de la formation professionnelle,
G. RAZEL.

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de la comptabilité publique empêché :
Le sous-directeur,
GEORGES PETIT.

Commissions régionales de conciliation.

LORRAINE

Par arrêté du ministre du travail en date du 3 mars 1975, sont nommés pour trois ans membres de la commission régionale de conciliation compétente pour la circonscription régionale du travail et de la main-d'œuvre de Lorraine dont le siège est à Nancy et qui comprend les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges :

1^o Conseillers de tribunaux administratifs.

Membre titulaire.

M. Heliot, conseiller au tribunal administratif de Nancy.

Membre suppléant.

M. Petitdemange, conseiller au tribunal administratif de Nancy.

2^o Représentants des employeurs.

Membres titulaires.

MM. Leicher.
Schies (René).
Labbe (Bernard).

MM. Strohl (Jacques).
Godinot (Henri).

L'un des cinq membres ci-dessus désignés ne siège pas lorsque le conflit examiné ne concerne pas la catégorie des cadres.